
Bandit d'honneur

(Kabylie, Aurès)

J. Déjeux



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/encyclopedieberbere/1275>

DOI : [10.4000/encyclopedieberbere.1275](https://doi.org/10.4000/encyclopedieberbere.1275)

ISSN : 2262-7197

Éditeur

Peeters Publishers

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 1991

Pagination : 1328-1331

ISBN : 2-85744-509-1

ISSN : 1015-7344

Référence électronique

J. Déjeux, « Bandit d'honneur », *Encyclopédie berbère* [En ligne], 9 | 1991, document B24, mis en ligne le 01 décembre 2012, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/encyclopedieberbere/1275> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/encyclopedieberbere.1275>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Bandit d'honneur

(Kabylie, Aurès)

J. Déjeux

- 1 Qu'est-ce qu'un bandit d'honneur ? ou encore un « bandit social » ? Reprenons la définition de Hobsbawn qui parle justement de « bandit social » : « Un paysan hors-la-loi que le seigneur et l'État considèrent comme un criminel, mais qui demeure à l'intérieur de la société paysanne, laquelle voit en lui un héros, un champion, un vengeur, un justicier, peut-être même un libérateur » (E.-J. Hobsbawn, 1972, p. 8).
- 2 Ses objectifs sont limités : se venger d'une injustice, redresser les torts. Parfois, il s'intègre à des mouvements politiques, symbolisant alors une résistance politique à un ordre considéré comme oppresseur. Sa révolte peut demeurer aussi purement individualiste. Un bandit de droit commun — et il y en a eu, il y en a, dans tous les pays — n'est pas forcément un bandit d'honneur et le bandit d'honneur n'est pas davantage forcément un héros national. Simplement, quand il s'intègre à un mouvement politique, son action prend forcément une dimension politique plus caractérisée.
- 3 Il existe une relativement abondante bibliographie sur le banditisme à la fin du XIX^e siècle en Algérie, particulièrement en Grande Kabylie et dans le nord constantinois. Quant à l'Aurès, l'étude du capitaine Petitgnot dans la *Revue de gendarmerie* apporte d'importantes informations. Nous renvoyons donc à cette bibliographie essentielle de base, nous contentant ci-après de présenter brièvement quatre exemples de bandits d'honneur et de révoltés ou réfractaires (sans les considérer comme de simples bandits de droit commun), qui avaient pris le maquis.
- 4 Il semble possible de résumer en quelques points ce qui est commun à un certain nombre de bandits d'honneur d'autrefois en Algérie.
- 5 Ordinairement, le bandit prend le maquis ou la montagne et ne reste pas dans les villes ou aux alentours de celles-ci. Ses actions se déroulent donc dans les milieux ruraux. Il s'enfuit, soit après un délit de droit commun, soit pour se venger d'une dénonciation ou d'un affront fait à sa famille. Dans ce cas, le vengeur estime que la justice officielle du pouvoir établi a été injuste. L'honneur doit être sauf : il faut donc recourir à la loi coutumière et faire sa propre justice, celle de la loi ancestrale et tribale. A travers une telle action il faut reconnaître la permanence d'un code de l'honneur propre à la société

(ou au clan) où le vengeur agit. D'ailleurs, la société prend en général fait et cause pour lui ; elle l'aide et l'appuie, le cache et le ravitaille (de gré, mais parfois aussi de force). Des légendes sont forgées et le bandit entre par elles dans la mythification. Il n'apparaît pas comme un vulgaire bandit mais comme un homme d'honneur qui applique une « vraie » justice, celle des ancêtres. Cependant, ses actions restent ordinairement au plan des règlements de comptes personnels, de la vendetta. Il ne s'attaque pas forcément aux Européens, aux colons (comme on dit), alors qu'actuellement la littérature veut absolument le contraire. Son action demeure individuelle : il ne soulève pas la région où il opère. Il n'a pas de projet révolutionnaire. Il ne devient un combattant politique ou révolutionnaire que s'il s'insère, comme cela est arrivé, dans un Parti qui a pris les armes pour une action d'envergure nationale.

I. Quelques cas

1. Messaoud Ben Zemat dans l'Aurès

- 6 On devrait dire *Messaoud Azelmad* : le gaucher, en berbère de l'Aurès. Nous avons consacré une étude documentée à ce bandit d'honneur tenant le maquis de 1917 à 1921 (J. Déjeux, *ROMM*, n° 26, 1979). Nous en résumons quelques points principaux.
- 7 L'Aurès avait connu l'insurrection de 1879. Puis, en 1916 éclataient les troubles de l'arrondissement de Batna (à Aïn Touta et dans le Bélezma). La guerre de 1914 entraînait désertions et insoumissions dans l'armée par refus de la conscription (« nous ne donnerons pas nos enfants »). Des bandes de déserteurs couraient la montagne. Les paysans étaient, eux, de plus en plus rejetés sur des terrains peu fertiles pour faire de la place à l'exploitation de terres meilleures par des colons. Les délits forestiers étaient nombreux, suivis parfois de crimes contre les représentants de la loi, constatant les flagrants délits. Enfin, les crimes de vengeance entre familles et clans se réglaient selon la loi coutumière. L'aventure de Messaoud Ben Zemat se situe dans ce contexte historique de résistance, d'une manière ou d'une autre, à l'autorité locale et de mécontentement.
- 8 Un long poème épique a été sauvé de l'oubli par Georges Kerhuel. Il est connu. Nous avons pu en rassembler quelques variantes. Jean Servier en donne d'autres exemples.
- 9 Ben Zemat n'ayant pas acquis la stature d'un héros national, nous ne pensons pas que l'on puisse amalgamer ce poème avec un autre où il serait question de Jugurtha (en fait Djoukrane, qui n'est pas Jugurtha, voir E. Masqueray, « Tradition de l'Aourâs oriental », *Bull. de correspond. afric.*, 1885, p. 72-110) comme le fait Gilbert Meynier.
- 10 Le long poème chanté par les femmes ne parle que de Ben Zemat. Celui-ci était admiré parce qu'il tenait tête à celui qui dominait, l'étranger qui le poursuivait. Même s'il était craint et si l'on risquait gros en le cachant, on le reconnaissait comme un « homme », affrontant la souffrance et la mort : « Sur les chemins du Zellatou, mon bien-aimé ». Il était celui qui ne pliait pas l'échiné, le généreux pour les pauvres et le justicier faisant payer les puissants, caïds et militaires. Ce n'était pas au « colonialisme », comme on dit aujourd'hui, ou encore aux colons qu'il s'en prenait, mais à une justice étrangère aux lois coutumières et à l'honneur. Il résistait à une justice jugée par lui injuste. Aucun, parmi les Algériens interviewés, ne nous a parlé de lui comme d'un bandit politique ou d'un bandit national, héros national. Naturellement, comme la politique est partout, on

peut toujours dire qu'indirectement son refus de la loi française était un geste politique.

2. Arezki Ben Bachir en Grande Kabylie

- 11 On lit parfois Arezki El-Bachir ou Ben El-Bachir, ou encore, dans le roman de Tagmount, Arezki Oulbachir.
- 12 Les événements se déroulent en Grande Kabylie entre 1890 et 1895. L'administration protégeait des gens malhonnêtes, la justice était souvent bafouée, le mécontentement était grand. Le brigandage de grande envergure était le résultat de l'irritation de beaucoup de gens. Deux bandits d'honneur devinrent célèbres : Ahmed Ou Saïd Abdoun et Arezki Ben Bachir. Là encore, leur brève histoire sera légendaire. L'image du héros sera vite embellie : il est beau, séducteur de femmes, justicier implacable.
- 13 Ernest Mallebay, dans ses chroniques, paraît avoir de la sympathie pour le héros. Lors du jugement, maître Langlois défendit Arezki en disant qu'il n'était pas le bandit vulgaire que l'on croyait. Puis, il attaqua l'administration coupable. Il poursuivait en disant que les crimes d'Arezki étaient des crimes politiques : ce fut un révolté non un bandit ; il ne provoquait pas le mépris. La presse de l'époque rapporte les exactions venant, en effet, des amis, des chefs de douars et de certains membres de l'administration française. Elle rappelle que les Européens de la région d'Azazga soutenaient les bandits. Arezki était « chevaleresque par-dessus tout, pitoyable pour les faibles, mais sans pitié pour ses ennemis » (*Le Monde illustré*, t. LXXI, janvier-juin 1895, p. 54-55). Bref, pas plus que Messaoud Ben Zelmat, Arezki n'était un vulgaire bandit. D'abord coupable pourtant d'un délit de droit commun (vol avec effraction), il se grandit pour ainsi dire par son rôle de justicier qu'il mena dans la montagne. Faut-il pour autant en faire un héros national ? Certainement pas.

3. Oumeri en Grande Kabylie

- 14 Oumeri, déserteur de l'armée française, courait la montagne kabyle dans les années 1945. La violence et le banditisme étaient assez fréquents. Hocine Aït Ahmed, livrant un témoignage personnel sur l'action du P.P.A. dans cette région à cette époque, écrit que « chaque famille, chaque village, chaque douar devait s'occuper de ses déshérités, de ses marginaux, voire de ses têtes brûlées ». La densité et la fréquence des réunions nocturnes des cellules du P.P.A. étaient telles que « les mouvements des bandits étaient pratiquement paralysés » (Aït Ahmed, 1983, p. 69).
- 15 Oumeri parcourant la montagne, bandit d'honneur à sa façon et justicier pour son compte, ne pouvait pas ne pas être gêné par cette pression du P.P.A. Il cessait ses exactions, dit Aït Ahmed, et « ne stoppait plus les autocars que pour faire crier aux voyageurs : Vive le P.P.A., vive l'indépendance ! » Il avait donc été récupéré dans l'organisation politique, de même que l'avaient été certains bandits d'honneur dans l'Aurès en 1954. Hocine Aït Ahmed mentionne également le cas de Belkacem Krim, qui avait tué le garde champêtre de son douar pour des raisons politico-familiales, ayant pris là « une initiative personnelle ». Cela se passait en 1947 (son adhésion au P.P.A. datait de l'année précédente). Autre cas mentionné : celui de Amar Amsah. Il avait pris le maquis en 1946 à la suite d'un délit de droit commun et avait reçu l'ordre de l'organisation de se tenir tranquille. Néanmoins il avait abattu froidement un rival sans

arme. Jugé par un tribunal du Parti, il fut condamné à mort. Amar Amsah déclarait avoir mitraillé sans raison l'inspecteur, son ami, « apparemment pour le plaisir de se servir de son arme » (Aït Ahmed, 1983, p. 69, note 1).

- 16 Oumeri, lui, fut trahi un jour, selon ce qu'on rapporte. Il tomba sous les balles de ses adversaires. Son cas est mixte, pour ainsi dire : « tête brûlée », bandit social qui fait sa propre justice, qui rançonne pour son compte, mais qui, un jour, « se reconvertit » pour entrer dans une action politique organisée et contrôlée, avec des objectifs politiques précis. Il ne pouvait donc dès lors agir en franc-tireur et se permettre n'importe quoi. L'exemple d'Amsah, cité par Aït Ahmed, le prouve.
- 17 On pourrait rappeler encore le conte de la région de Kherrata sur Hamza Laïdoui (J. Sénac, *Terrasses*, I, juin 1953, p. 117-119) et sur combien d'autres. Sans aucunement clore la liste, citons Malek Bennabi qui écrivait dans ses *Mémoires d'un témoin du siècle* (1965, Alger) que l'imagination des adolescents s'excitait en entendant les exploits de Bouchloukh qui avait pris le maquis dans les gorges mêmes de Rhumel à Constantine et que lui-même, Bennabi, avait nourri son imagination à cette légende et à celle de Ben Zemat, à la même époque.

II. Réflexions

- 18 Il y eut des insurgés au Maghreb avant 1830, mais l'apparition des bandits d'honneur se fait, elle, dans le contexte colonial ce qui ajoute un coefficient politique particulier à leurs actions, à la différence d'autres bandits d'honneur, en Corse, en Sardaigne ou en Sicile par exemple (encore qu'ici chez un Salvatore Giuliano la dimension politique ait été fortement marquée).
- 19 Le fait que, parfois, nous avons affaire à des brigands purement et simplement, des repris de justice ou à des insurgés ou réfractaires, d'autres fois, au contraire, à des bandits d'honneur, « bandits sociaux », complique l'interprétation des cas. Des bandits d'honneur ont été, de surcroît, intégrés après reconversion dans un Parti politique. Rien n'est simple donc.

BIBLIOGRAPHIE

AGERON Ch. A., *Les Algériens musulmans et la France*, Paris, PUF, 1968, t. I.

AÏT AHMED H., *Mémoires d'un combattant. L'esprit d'indépendance 1942-1952*, Paris, Messinger, 1983.

COLIN M., *Quelques questions algériennes*, Paris, Larose, 1895.

DÉJEUX J., « Un bandit d'honneur dans l'Aurès de 1917 à 1921 : Messaoud Ben Zemat », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 26, 2^e trimestre, 1979, p. 35-54.

Id., « Le bandit d'honneur en Algérie, de la réalité et de l'oralité à la fiction », *Études et documents berbères*, 1988, n° 4, p. 39-60.

DEMONTÈS V., *L'Algérie économique*, Les Populations algériennes, Alger, Impr. algérienne, 1923.

HOBBSBAWN E.-J., *Les Bandits*, trad, de l'anglais par J.P. Rospars, Paris, petite collection Maspero, 1972, p. 8. Voir aussi du même auteur, *Les Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, trad, de l'anglais par R. Laars, Paris, Fayard, 1966 (première édition anglaise, 1959).

MALLEBAY, *Cinquante ans de journalisme*, Alger, Fontana, t. II, 1938.

MEYNIER G, « Loyalisme et insécurité en Algérie pendant la guerre de 1914-1918 », *Les Cahiers de Tunisie* (Tunis), t. XIX, n° 75-76, 3^e et 4^e trimestre 1971, p. 183-207.

PETITGNOT, « Crimes et délits dans l'Aurès », *Revue de la gendarmerie* (Paris), novembre 1938 et 1939, t. I, janvier-mars et mai, et t. II, p. 542-570.

SERVIER J., *Chants des femmes de l'Aurès*, thèse complémentaire, Paris-Sorbonne, 1955.

VIOLARD E., *Le banditisme en Kabylie*, Paris, Savine, 1895.

INDEX

Mots-clés : Algérie, Sociologie